

**DECISION DU PRESIDENT N° 017-24**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-9
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Objet : DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER (D.I.A) POUR LES PARCELLES YB 145, 146, 169, 175, 195, 212, 213, 214, 215, 253, 332 et 333 SUR LA COMMUNE DE SAINT-FULGENT

Le Président de la Communauté de communes,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.211-1 et suivants et R.211.1 et suivants,
Vu la délibération n° 320-19 par laquelle le Conseil communautaire a délégué à son Président, pour la durée de son mandat, l'exercice du droit de préemption urbain (D.P.U.),
Vu la délibération précitée instituant le droit de préemption urbain sur certains secteurs du territoire intercommunal,
Vu la déclaration d'intention d'aliéner n°IA 085 215 24 I0006 déposée le 26 janvier 2024 relative à la propriété cadastrée section 215 YB 145, 215 YB 146, 215 YB 169, 215 YB 175, 215 YB 195, 215 YB 212, 215 YB 213, 215 YB 214, 215 YB 215, 215 YB 253, 215 YB 332, 215 YB 333 d'une contenance de 33360 m² pour le prix de 3 300 000 €, appartenant à CHABAS IMMOBILIER, sur le territoire de la commune de SAINT-FULGENT,
Considérant que l'acquisition des immeubles par la Communauté de communes ne présente aucun intérêt,

DECIDE

Article 1 : de ne pas exercer son droit de préemption urbain, et renonce à acquérir le bien indiqué ci-dessus.

Article 2 : la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

Article 3 : conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint Fulgent, le 6 février 2024

Le Président
Jacky DALLEY